

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 2

Artikel: La force internationale d'assistance à la sécurité : ISAF
Autor: Chandler Garcia, Lynne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055391>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Soldat de la Bundeswehr à côté de son *Fuchs* surblindé.

Afghanistan

La Force internationale d'assistance à la sécurité : ISAF

Lynne Chandler Garcia, PhD

Professeure associée de Sciences politiques, US Air Force Academy

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan a représenté un effort collectif de la communauté internationale pour sécuriser et reconstruire l'Afghanistan. Cet examen de l'organisation s'étend de la création de l'ISAF en 2001 à sa conclusion en 2014. Il décrit la formation du commandement, la mission et les niveaux de troupes. Il passe également en revue les relations complexes de commandement et de contrôle au sein des nombreuses organisations impliquées et les réserves opérationnelles qui ont limité la participation des troupes.

Vue d'ensemble du commandement de l'ISAF

L'engagement des Etats-Unis en Afghanistan a débuté en octobre 2001, un mois seulement après les attaques terroristes du 11 septembre contre les Etats-Unis. Au fur et à mesure que la campagne militaire américaine progressait, la nécessité d'un effort international plus large et plus complet pour stabiliser l'Afghanistan s'est rapidement fait sentir. En décembre 2001, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé la formation de l'ISAF. Bien qu'il ne s'agisse pas techniquement d'une force des Nations unies, l'ISAF a été autorisée et renouvelée en vertu d'un certain nombre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. La mission consistait à aider l'autorité transitoire afghane à assurer la sécurité de Kaboul, à soutenir la gouvernance et le développement économique et à contribuer à la formation des forces de sécurité nationales afghanes (ANSF). Diverses nations membres de l'ONU ont assumé la responsabilité de la direction de la FIAS par rotation semestrielle et, de 2001 à 2003, la direction est passée des Britanniques à un quartier général turc et, enfin, à un corps germano-néerlandais.

La rotation semestrielle du commandement est rapidement devenue intenable, entravant les relations et la continuité avec les dirigeants afghans. En outre, la recherche constante du pays successeur qui prendrait le contrôle du quartier général a posé des problèmes. Tous les six mois, les responsabilités en matière de stratégie, de constitution de forces, de renseignement, de communications et d'autres capacités opérationnelles devaient être transférées à un nouveau pays parrain. En août 2003, afin d'atténuer ces problèmes, l'OTAN a pris la tête de l'ISAF, assurant ainsi la stabilité du quartier général. Le commandant de l'ISAF a continué à tourner entre les contributeurs de

l'OTAN jusqu'en 2007, date à laquelle les Etats-Unis ont pris le commandement et l'ont conservé jusqu'à la fin de la mission en 2014.

La mission initiale de l'ISAF était limitée à Kaboul. En août 2003, les Nations unies ont élargi la mission au-delà de Kaboul, permettant à la force multinationale d'opérer partout en Afghanistan. La mission de sécurité de l'ISAF s'est d'abord étendue au nord, puis à l'ouest. A l'automne 2005, l'ISAF a assumé la responsabilité de la sécurité dans trois des cinq commandements régionaux, à l'exception du sud et de l'est en raison du niveau élevé de violence. En 2006, l'ISAF commandait toutes les régions de l'Afghanistan.

Les Etats-Unis et 18 autres pays ont fourni les moyens initiaux de l'effort. En 2003, 5'000 soldats ont été autorisés à participer à l'ISAF, mais ce nombre n'a cessé d'augmenter à mesure que la mission s'étendait à l'ensemble de l'Afghanistan. Lorsque les talibans ont commencé à se regrouper et à lancer une insurrection, les pays de la coalition ont réagi en augmentant leurs effectifs. En 2005, l'alliance de l'OTAN a déployé des troupes supplémentaires pour soutenir les élections provinciales et nationales afghanes, portant l'effectif total de la FIAS à plus de 8'000 hommes issus de 36 pays.

Malgré les efforts déployés, la sécurité a continué à se détériorer. En 2009, le président américain Barack Obama a autorisé une stratégie de montée en puissance des Etats-Unis, similaire à celle employée en Irak en 2007. Les pays de l'OTAN se sont joints à l'effort, augmentant leurs contributions en troupes et en ressources. En 2009, les partenaires non américains fournissaient environ 53% des troupes de l'ISAF, tandis que les Etats-Unis en fournissaient 47%. En septembre 2010, les Etats-Unis disposaient de 96'695 soldats en Afghanistan et les partenaires internationaux de 48'842 soldats. En avril 2013, les effectifs de l'ISAF provenant de 50 pays partenaires ont dépassé les 100'000 hommes. En 2014, alors que les efforts de réduction des effectifs étaient en cours, il en restait moins de la moitié.

Les forces internationales ont travaillé dans tous les grands quartiers généraux et ont dirigé trois des six commandements régionaux. L'Allemagne a pris le commandement de la région Nord, l'Italie celui de la région Ouest



Léopard 2A5 danois et Marder allemand.

et la Turquie celui de la région Centre. Les Etats-Unis ont pris le commandement de la région Est, tandis que le commandement de la région Sud et de la région Centre a été confié à tour de rôle aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne, au Danemark et au Canada. L'ISAF a dirigé un grand nombre d'équipes de reconstruction provinciales (PRT) qui ont facilité les efforts de reconstruction dans l'ensemble de l'Afghanistan.

Lorsque les Nations unies ont créé l'ISAF, elles ont autorisé la création d'un fonds fiduciaire pour soutenir les opérations, et tous les Etats membres des Nations unies ont été encouragés à contribuer au financement. En outre, les pays participants étaient censés couvrir leurs propres dépenses. Si les USA ont fourni une grande partie du financement, les pays de la coalition ont apporté une contribution substantielle aux opérations, aux efforts humanitaires et à d'autres domaines de soutien.

Opérations de combat et mises en garde

Bien que l'ISAF ait assumé la responsabilité de la sécurité dans l'ensemble de l'Afghanistan, chaque pays membre de l'ISAF a opéré dans le cadre de restrictions opérationnelles distinctes, appelées « *caveats* » et a suivi des règles d'engagement différentes. Très peu de forces des pays membres de l'ISAF étaient autorisées à mener des opérations offensives de contre-insurrection. Certaines n'étaient pas autorisées à opérer en dehors de leur base, tandis que d'autres n'étaient pas autorisées à opérer de nuit. Les Néerlandais, par exemple, ont déployé un certain nombre d'hélicoptères d'attaque AH-64, mais leurs règles d'engagement les empêchaient de tirer à moins qu'on ne leur tire dessus en premier. L'Allemagne a fourni un contingent important à Konduz et Feyzab où elle a dirigé des PRT, mais avec un mandat de reconstruction strict, les troupes allemandes ne pouvaient pas s'engager dans des missions de combat, sauf pour défendre leurs positions ou en cas d'urgence. Cela a limité la capacité des troupes allemandes à mener des patrouilles de sécurité ou à répondre à des incidents de sécurité. Bien que le commandant polonais associé aux troupes américaines dans la province de Paktika soit impatient de participer à des opérations de combat avec ses homologues américains, il a expliqué que si ses soldats violaient leurs réserves, ils pourraient être emprisonnés à leur retour en Pologne, car ils étaient soumis à la loi civile polonaise plutôt qu'à la loi martiale. Sans la flexibilité nécessaire pour déployer des troupes rapidement et selon les besoins, les commandants avaient du mal à accomplir leur mission. Les Etats-Unis et l'OTAN ont encouragé les autres pays à lever leurs caveats afin d'améliorer l'efficacité de la mission.

Un certain nombre de pays ont limité leurs soldats à des rôles de formation ou de soutien au quartier général. Le quartier général de l'ISAF s'est efforcé d'intégrer le grand nombre d'officiers internationaux, avec des problèmes liés aux barrières linguistiques, aux différences de formation, aux variations doctrinales et aux différents niveaux d'expérience. Malgré ces restrictions, le contingent international s'est avéré indispensable. Le colonel Randy Lane, chef de la planification, a rappelé que les nombreux officiers de la coalition qui travaillaient dans son département étaient capables de former des équipes et faisaient preuve de plus de patience avec les officiers afghans que certains de leurs homologues américains. Il a fait remarquer que « *parfois, ils apportaient la douceur dont on avait besoin – une perspective différente du fait que le marteau n'était pas l'outil dont on avait toujours besoin* ». Les dirigeants de l'ISAF ont recherché des capacités uniques adaptées à des nations de la coalition spécifiques, telles que la formation des pilotes de Mi-17 ou la fourniture d'un soutien mécanique à ces aéronefs. L'ISAF s'est efforcée d'offrir des postes de niche à certains des plus petits alliés afin de maintenir la robustesse de la coalition.

Le commandant de l'ISAF, le général David McKiernan, a reconnu qu'il était difficile d'assurer la cohérence entre la myriade d'acteurs internationaux et interagences, mais il a néanmoins décrit son centre de gravité amical stratégique tourné vers l'extérieur comme étant « *la volonté politique des nations contributrices de soutenir la mission* », ce qui sous-estime l'importance du soutien international. A titre d'exemple, les unités de combat du Royaume-Uni et du Canada présentes dans le sud de l'Afghanistan, avec un minimum de restrictions, ont connu certains des combats les plus violents du pays, entraînant des pertes considérables. En fait, le taux de pertes des troupes de la coalition dans le sud était plus élevé que celui des Etats-Unis dans l'est du pays. La coalition internationale a fait le gros du travail.

Structure de commandement

La structure de commandement était une formation complexe, à double voie, composée de l'opération ENDURING FREEDOM (OEF) et de la mission ISAF. Les Etats-Unis ont officiellement lancé l'OEF le 7 octobre 2001 en tant que mission antiterroriste et contre-insurrectionnelle principalement axée sur Al-Qaïda et les talibans. Les forces de l'OEF, essentiellement américaines et britanniques, étaient distinctes de celles de l'ISAF et relevaient du Commandement central américain (CENTCOM). Les forces de la FIAS, sous mandat de l'OTAN, relevaient du Joint Force Command Brunnsom en Europe. Sous ces deux quartiers généraux, les responsabilités étaient encore plus divisées. L'OEF était chargée des opérations concernant les détenus, de la lutte contre le terrorisme et des opérations spéciales, de plusieurs types de soutien aérien et du contrôle des lignes de financement américaines qui ne passaient pas par l'OTAN. L'ISAF était chargée de tous les autres efforts de sécurité et de formation de la coalition dans l'ensemble de l'Afghanistan.

Les forces de l'OEF se sont coordonnées étroitement avec la FIAS et ont fourni un soutien logistique et de communication à l'ISAF, bien qu'il y ait eu parfois une certaine confusion et des chevauchements entre les deux quartiers généraux. Lorsque McKiernan a pris le commandement, il a proposé d'avoir la double casquette de commandant de l'ISAF sous l'égide de l'OTAN et de commandant de l'effort américain sous l'égide de l'OEF. Cela a permis une plus grande flexibilité dans la configuration des équipes de formation travaillant avec les soldats de l'ISAF pour former les ANSF.

L'effort de formation a également été structuré selon une double voie, le Commandement combiné pour la transition en matière de sécurité en Afghanistan (CSTC-A) rendant compte au Commandement central des Etats-Unis par l'intermédiaire de l'OEF, tandis que la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan (NTM-A) rendait compte à la FIAS. Les deux organisations étaient chargées de former et d'équiper les ANSF.

Au fur et à mesure que la mission de la FIAS prenait de l'ampleur et que ses responsabilités augmentaient, la charge de travail du quartier général s'est également accrue. En 2009, le commandement conjoint de la FIAS (IJC) a été mis en place pour gérer les niveaux opérationnel et tactique de la campagne, tandis que la FIAS se concentrait sur le niveau stratégique et la coordination avec les autorités afghanes. Alors qu'un général quatre étoiles dirigeait la mission de la FIAS, un général trois étoiles dirigeait ce quartier général subordonné. De 2007 à la fin de la mission en 2014, des généraux américains ont occupé ces deux postes.

Dissolution de l'ISAF

L'objectif du renforcement des troupes en 2009 était de contribuer à créer un environnement suffisamment stable pour que les FNSA puissent prendre la direction de la sécurité. À partir de ce moment, les forces de la FIAS sont passées d'un rôle essentiellement axé sur le combat à un rôle de conseil et de formation des ANSF. Les dirigeants des USA et de l'ISAF réfléchissaient déjà aux moyens de réduire la mission. Les dirigeants afghans étaient eux aussi impatients de prendre le contrôle de leurs propres forces. Lors de la conférence historique de Kaboul en juillet 2010, le président afghan Hamid Karzai a déclaré aux 70 diplomates présents que l'objectif était que l'Afghanistan assume la responsabilité de la sécurité d'ici 2014. Cette déclaration a donné le coup d'envoi à une série de conférences et de sessions stratégiques visant à respecter cette échéance.

Dans la foulée de cette annonce, le président Obama a rencontré d'autres dirigeants de l'OTAN à Lisbonne, au Portugal. Au cours de cette réunion, les délégués de l'OTAN et de l'Afghanistan ont signé un « concept stratégique » qui guidera le futur partenariat. En vertu de cet accord, les membres de l'OTAN ont mis en place un processus de transition qui commencerait début 2011 et se déroulerait en cinq phases. Chaque phase devrait durer de 12 à 18 mois, en fonction des conditions sur le terrain. Les deux dernières phases devaient être achevées d'ici 2014, date à laquelle la Coalition céderait l'intégralité de ses responsabilités à l'Afghanistan.

En mai 2012, Obama et Karzai ont signé l'accord de partenariat stratégique entre les USA et l'Afghanistan. Dans ce document juridiquement contraignant, les USA ont accepté de soutenir le développement économique et les forces de sécurité de l'Afghanistan, tandis que l'Afghanistan a accepté de renforcer la responsabilité gouvernementale, d'accroître la transparence et de protéger les droits de l'homme, tant pour les hommes que pour les femmes. Le document autorisait également les négociations en vue d'un accord bilatéral de sécurité qui fixerait les conditions d'une future intervention militaire en Afghanistan et désignait ce pays comme un allié majeur non membre de l'OTAN, bénéficiant des avantages militaires accordés aux pays de cette stature. L'accord de partenariat stratégique restera en vigueur jusqu'en 2024.

Quelques semaines plus tard, les alliés ont confirmé leur engagement à soutenir l'Afghanistan à long terme. Lors du sommet de l'OTAN de Chicago, les pays et les autres donateurs se sont engagés à verser 3,6 milliards de dollars



Léopard 2A6M et LAV III effectuant un contrôle routier. Photos © Forces armées canadiennes.

par an, de 2015 à 2017, pour renforcer les forces nationales de sécurité afghanes (ANSF). Les pays partenaires ont également approuvé le plan stratégique de l'OTAN pour l'Afghanistan, qui décrit le processus de pré-transition et de post-transition. Les pays présents ont également fixé une date limite pour la fin de la mission de l'ISAF en 2014, lorsque l'Afghanistan sera entièrement responsable de sa sécurité. Bien que 2014 soit une étape importante, les pays membres se sont engagés à poursuivre leur soutien au-delà de l'échéance de la fin de la mission.

En juin 2013, les ministres de la défense de l'OTAN se sont réunis pour discuter de la mission post-2014. Les délégués à la réunion ont décidé qu'au 1er janvier 2015, la mission deviendrait l'opération RESOLUTE SUPPORT et que son concept serait sensiblement différent. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a expliqué que « la nouvelle mission ne sera pas l'ISAF sous un autre nom. Elle sera différente et nettement plus petite. Elle aura pour but de former, de conseiller et d'assister les forces afghanes, et non de se substituer à elles ». Dans le cadre de cette nouvelle mission, les forces de la coalition se concentreront sur les ministères des ANSF et sur les opérations au niveau des corps d'armée, plutôt que sur les missions tactiques. En outre, les forces seraient regroupées sur cinq sites, dont Kaboul et les quatre régions du pays. Bien que de portée beaucoup plus réduite que la mission précédente, RESOLUTE SUPPORT resterait un effort important de la coalition pour l'OTAN et d'autres pays alliés.

Lorsque la mission de l'ISAF s'est achevée, son héritage et les enseignements tirés ont enrichi le discours plus général sur les interventions internationales. L'effondrement des forces nationales de sécurité et la résurgence des talibans après le départ des troupes de la coalition soulèvent des doutes quant à l'efficacité des efforts de lutte contre l'insurrection et d'édification de la nation. La mission de l'ISAF témoigne des complexités et des défis inhérents aux efforts internationaux visant à favoriser la stabilité dans les régions déchirées par les conflits. Après l'ISAF, il est impératif de réfléchir aux succès et aux faiblesses de la mission pour guider les efforts futurs visant à promouvoir la paix après des conflits prolongés.

L. C.